

ARRÊTÉ
portant mise en demeure au titre des installations classées
pour la protection de l'environnement
Société PAPETERIES PALM S.A.S. à Descartes

La préfète d'Indre-et-Loire

SAIPP/BE

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 septembre 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation pour les rubriques 2430, 3610.a et 3610.b) en lien avec l'industrie papetière ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 17660 du 17 mai 2005 autorisant la société SEYFERT DESCARTES à poursuivre l'exploitation d'une unité de fabrication de papier destiné à être transformé en carton ondulé située à Descartes, et notamment ses articles 3.1.2.5 et 3.1.6.3 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 18412 du 1er août 2008 autorisant la société SEYFERT PAPER à modifier le point de rejet des effluents liquides de sa papeterie située à Descartes et à augmenter la température dudit rejet ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 18575 du 14 mai 2009 autorisant la société SEYFERT PAPER à procéder à l'épandage des boues issues du process de méthanisation de la station d'épuration de sa papeterie sur le territoire de communes des départements d'Indre-et-Loire et de la Vienne ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 18671 du 16 novembre 2009 prescrivant à la société SEYFERT PAPER des études complémentaires relatives aux rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 20019 du 14 octobre 2014 relatif à la mise en œuvre des garanties financières pour la mise en sécurité des installations de la société SEYFERT PAPER et aux quantités maximales de déchets dangereux stockées sur le site ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 20205 du 14 octobre 2015 relatif aux prescriptions applicables à la société SEYFERT PAPER en matière de prévention de la légionellose pour ses installations situées à Descartes ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 20242 du 7 décembre 2015 portant dérogation « fin de vie » en application de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 26 août 2013 relatif aux installations de combustion d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 2910 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 20540 du 1er décembre 2017 relatif aux prescriptions applicables à la société PAPETERIES PALM SAS pour l'exploitation de son site de Descartes au regard des dispositions introduites par l'application de la directive IED ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 4 août 2022 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, suite à la visite de son établissement le 26 juillet 2022 ;

Vu le courrier du 4 août 2022 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant dans les délais impartis ;

Considérant que lors de la visite en date du 26 juillet 2022, au regard des résultats de l'autosurveillance des rejets industriels dans la rivière « Creuse », l'inspecteur de l'environnement a réalisé les constats suivants :

- sur la période du 22 mai 2022 au 25 juillet 2022, les valeurs limites prescrites pour les rejets aqueux dans la rivière « Creuse » ont été dépassées à plusieurs reprises, notamment pour les paramètres MES et DCO, avec des pics les 4 et 15 juin 2022 et les 11, 18, 19 et 20 juillet 2022 ;
- ces dépassements découlent d'une dégradation du fonctionnement de la station d'épuration interne des effluents, notamment due selon l'exploitant à un taux d'ensablement du bassin d'aération d'environ 30 % ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 3.1.2.5 et 3.1.6.3 de l'arrêté préfectoral n° 17660 du 17 mai 2005 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société PAPETERIES PALM S.A.S. de respecter les dispositions des articles 3.1.2.5 et 3.1.6.3 de l'arrêté préfectoral n° 17660 du 17 mai 2005 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire ;

ARRÊTE

Article 1 – La société PAPETERIES PALM S.A.S. exploitant une papeterie sise avenue Monseigneur Romero sur la commune de Descartes est mise en demeure de respecter :

- article 1.1 - les dispositions de l'article 3.1.2.5 de l'arrêté préfectoral n° 17660 du 17 mai 2005 susvisé :
 - en adressant dans un délai de **15 jours** à compter de la notification du présent arrêté le bon de commande relatif au dessablement du bassin d'aération de la station d'épuration ;
 - en faisant réaliser dans un délai de **2 mois** à compter de la notification du présent arrêté le dessablement du bassin d'aération de la station d'épuration et en transmettant les éléments justifiant de cette opération et en établissant une procédure définissant la périodicité de vérification du degré d'ensablement du bassin d'aération de la station d'épuration et les actions à mener le cas échéant. ;
- article 1.2 - les dispositions de l'article 3.1.6.3 de l'arrêté préfectoral n° 17660 du 17 mai 2005 susvisé en ayant au plus tard dans un délai de **7 jours** des rejets dans la rivière « Creuse » conformes aux valeurs limites prescrites par l'article 3.1.6.3 de l'arrêté préfectoral n° 17660 du 17 mai 2005 susvisé.

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente décision, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R.421-1 et

suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé à la préfète d'Indre-et-Loire (direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial) ;
- recours hiérarchique, adressé au ministre de la transition écologique et de la cohésion sociale - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours ;

- recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif d'Orléans - 28, rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cédex 1.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 – La secrétaire générale de la préfecture, l'inspection des installations classées sont chargés chacune en ce qui la concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Tours, le **24 AOUT 2022**

Pour la préfète et par délégation,
Le directeur de cabinet,


Charles FOURMAUX